

«On ne peut prendre ces mesures au sérieux»

INTERVIEW - **Gérard Noiriel**, historien, explique combien les annonces de François Fillon sont archaïques -

Recueilli par Sonya Faure (*Libération* 10/02/10)

Gérard Noiriel est historien. Spécialiste de l'immigration, il a notamment écrit *A quoi sert l'identité nationale* (éd. Agone) en 2007.

QUE PENSEZ-VOUS DU DÉBAT LANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE ?

J'ai pris pour principe de ne pas l'alimenter, j'ai décliné les invitations à participer au débat comme celle que m'avait faite Hervé Morin. Depuis l'affaire Dreyfus, l'identité nationale n'a cessé d'être utilisée par le politique : on l'appelait «l'âme nationale», «le caractère national», «la personnalité nationale»... L'histoire montre qu'à chaque fois, la mainmise des politiques se fait dans un contexte d'exclusion de l'étranger. Après la Seconde Guerre mondiale, plus personne n'osait réactiver ce thème identitaire, en souvenir de la révolution nationale de Vichy, jusqu'à ce que le FN prouve qu'il avait une portée électorale. Dès lors, la droite n'a cessé de vouloir le récupérer: souvenez-vous de Jacques Chirac et de sa refonte du code de la nationalité. En 1986, on suspectait les jeunes d'origine étrangère de ne pas être loyaux envers la France : bien plus violent qu'aujourd'hui. C'est une leçon intéressante du débat actuel : la société française a évolué.

CETTE FOIS, LE DÉBAT A-T-IL ÉTÉ UN ÉCHEC ?

Par rapport aux objectifs que le gouvernement s'était fixé, oui. En vingt ans, la société s'est internationalisée : il n'y a guère plus que la politique qui se joue dans le cadre national. Beaucoup de Français sont liés dans leur famille à des personnes d'origine étrangère. Beaucoup sont engagés par certains aspects de leur existence dans des réseaux internationaux. Regardez la musique, le cinéma... les références ne sont plus qu'hexagonales. Et puis nous vivons dans un contexte pacifique - la France n'a pas connu une si longue période de paix depuis des siècles. On le voit avec ce débat : les pouvoirs publics peuvent encore imposer leurs questions - il faut voir la ruée des journalistes pour faire réagir les historiens au débat - mais ils ne peuvent plus imposer leurs réponses.

MAIS PEUT-ON DÉFINIR L'IDENTITÉ NATIONALE ?

Il y a unanimité des chercheurs pour dire que non. Un citoyen peut très bien se sentir français pour telle ou telle raison mais l'Etat ne peut pas régenter le sentiment national. Sur le plan légal, il y a le droit de la nationalité, point final. Ce qui prouve bien que ce ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ne sert à rien et qu'il doit disparaître.

QUE PENSEZ-VOUS DES MESURES ANNONCÉES AUJOURD'HUI PAR FRANÇOIS FILLON ?

Je ne crois pas qu'on puisse les prendre très au sérieux... Ça confirme bien l'échec du débat. Le gouvernement reprend le contrat d'intégration et les éléments stigmatisants pour les nouveaux venus, en les renforçant. Et pour le reste, il ne peut mobiliser qu'un public captif, le public étatique, en obligeant les professeurs ou les chefs d'établissement à mettre un drapeau sur les façades des écoles... Le débat a été archaïque. Et sur le plan international, nous avons eu l'air de ringards à vouloir définir notre propre identité dans notre coin...